

De l'enseignement agricole à l'éducation pour le développement rural et la sécurité alimentaire : une nouvelle perspective pour la communauté internationale

Par David Atchoarena - IIEP et Lavinia Gasperini - FAO

La FAO s'est associée à l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP) de l'UNESCO pour conduire une étude internationale sur le thème « éducation, sécurité alimentaire et développement rural ». Portant en priorité sur les pays en développement, son principal objectif est de faire le point sur l'état de la question du point de vue des politiques publiques et des conceptions qui les inspirent. Elle apportera également un éclairage sur les « bonnes pratiques ». Les résultats de ces recherches, qui seront très largement diffusés au niveau international, enclencheront des processus de consultation avec les pays, au niveau régional et parfois national, et aussi avec la communauté des bailleurs.

Dans un grand nombre de pays l'enseignement agricole est en crise, en particulier dans les pays en développement ou en transition. Les raisons de ce phénomène ont été largement diagnostiquées ; parmi elles figure une inadaptation de l'offre de formation aux besoins en qualification et aux attentes des populations rurales. Fréquemment isolés du reste du système d'éducation et de formation, les dispositifs de formation agricole ont tardé à enclencher le processus de remise en cause et de refondation perceptible dans l'enseignement général, technique et professionnel.

Au même moment le monde agricole a connu de profondes transformations qui s'expriment notamment par une évolution des marchés ruraux du travail au bénéfice de l'emploi non-agricole et par la persistance, voire l'aggravation, de la pauvreté dans le monde rural. On oublie souvent que le problème de la pauvreté est d'abord un problème de pauvreté des ruraux et de sécurité alimentaire. Dans beaucoup de pays pauvres, l'espace rural est resté en panne de développement et la pression démographique exerce aujourd'hui une menace sur les ressources agricoles et sur l'environnement naturel.

Par ailleurs, la mondialisation présente de nouveaux défis pour améliorer les conditions des ruraux, en particulier les plus pauvres. Les processus de libéralisation des échanges agricoles et l'influence croissante des marchés internationaux sur les productions nationales limitent la capacité d'action des Etats pour formuler des réponses de façon autonome. Dans un contexte d'ouverture croissante, les économies agricoles les plus faibles se trouvent en position de grande vulnérabilité à l'égard de facteurs extérieurs dont les évolutions sont difficilement prévisibles. Cette situation a des incidences profondes sur les revenus agricoles et donc les conditions de vie des ruraux et sur l'évolution de la pauvreté en zone rurale.

Sous-développement de l'éducation

Souvent privé de développement économique, le monde rural souffre aussi d'un sous-développement de l'éducation. Malgré les efforts consentis depuis bientôt un demi-siècle et en dépit de la

mobilisation de la communauté internationale décrétée à la Conférence de Jomtien en 1990, le monde rural reste dans beaucoup de pays en développement un parent pauvre en matière d'éducation. Là encore, on semble ignorer que la lenteur de la marche vers l'universalisation de l'éducation de base provient en grande partie de la persistance d'une faible scolarisation dans les zones rurales. La question des inégalités sociales puis celle des disparités selon le genre semblent avoir ainsi occulté la persistance d'un retard dans l'accès et la participation des ruraux au système d'éducation. En 2000, à Dakar, la communauté internationale a réaffirmé la nécessité de garantir à tous une éducation de base de qualité. Pour les populations rurales, l'argument économique selon lequel un agriculteur éduqué est plus productif qu'un analphabète, sans pour autant produire une impulsion sensible, a peut-être masqué le fait que l'éducation de base est avant tout un droit et une condition, non pas seulement de la croissance agricole mais du développement des espaces, des individus et des sociétés qui constituent le monde rural.

L'accès de tous à une éducation de base

L'ensemble de ces constats montre qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer l'éducation et la formation dans les zones rurales. Ils suggèrent également que la situation actuelle et les tendances liées à la mondialisation et à l'évolution du monde rural appellent de nouvelles réponses. La stratégie qui consistait à centrer les efforts sur le développement de l'enseignement agricole, aux niveaux secondaire et supérieur, s'avère aujourd'hui largement caduque. Relever les défis du monde rural passe désormais davantage par une vision globale de l'éducation centrée sur l'accès de tous à l'éducation de base. Les objectifs de sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et de satisfaction des besoins du marché du travail en zone rurale exigent par ailleurs un ajustement de l'offre de formation pour les enseignements secondaire, technique, professionnel et supérieur, y compris, mais pas uniquement, les dispositifs spécifiquement à caractère agricole.

La FAO et l'IIEP engagent une étude internationale

Soucieuse de faire progresser cette réflexion et d'en tirer des enseignements opérationnels pour guider les pays sur la voie de la réforme de leurs politiques d'éducation, de formation et de développement rural, la FAO s'est associée à l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP) de l'UNESCO pour conduire une étude internationale sur le thème « éducation, sécurité alimentaire et développement rural ».

L'objectif de ce travail est d'abord de faire le point sur l'état de la question du point de vue des politiques publiques et des conceptions qui les inspirent. L'étude apportera également un éclairage sur ce que l'on pourrait qualifier de « bonnes pratiques » et cela à tous les niveaux du système : éducation de base, enseignement technique et professionnel, enseignement supérieur.

L'étude porte en priorité sur les pays en développement, ceux pour lesquels se posent avec le plus d'acuité les problèmes de généralisation de l'éducation de base, de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire. Néanmoins, les tendances perceptibles dans certains pays en transition et dans quelques pays de l'OCDE ne sont pas absentes de l'analyse, notamment en ce qui concerne les formations supérieures.

Afrique sub-saharienne : l'ampleur des défis

La problématique spécifique de l'Afrique sub-saharienne fait l'objet d'une attention particulière compte tenu de l'ampleur des défis de l'éducation pour tous et du développement rural dans la région. Persistance d'une faible scolarisation primaire rurale, stagnation de la productivité agricole, dégradation des ressources naturelles, forte pression démographique, récurrence des conflits, progression de la pandémie du VIH/SIDA, tels sont les obstacles



auxquels doit faire face le sous-continent. L'étude contribuera à préciser le bilan actuel, notamment du point de vue de l'éducation de base, et à mettre en relief les expériences prometteuses et les freins à surmonter. Elle apportera également une vision actualisée de l'état, souvent dramatique, des structures d'enseignement professionnel agricole et explorera des pistes de sortie de crise. L'une des questions posées concerne, pour l'Afrique subsaharienne, la pertinence du maintien d'un dispositif de formation agricole distinct de l'appareil d'enseignement technique et de formation professionnelle.

Un nouveau regard

Outre l'analyse des situations et perspectives régionales, l'étude engagée cherche également à porter un nouveau regard sur des approches discréditées qui ça et là réapparaissent dans le paysage des pratiques éducatives en milieu rural. Il s'agit en particulier de la « contextualisation » des apprentissages et de l'usage pédagogique des jardins scolaires. Souvent assimilées à la ruralisation de l'enseignement et à l'introduction du travail productif à l'école, ces expériences participent aujourd'hui, dans un contexte nouveau, à la rénovation de l'éducation en zone rurale et à l'instauration d'un nouveau rapport entre l'apprenant et son milieu naturel. Même si le recul fait parfois défaut pour apprécier complètement les résultats de ces innovations, elles offrent des repères précieux pour contribuer à un repositionnement de l'éducation en zone rurale.

Pas des modèles, mais des références

Les résultats de ces recherches offriront non pas des modèles mais des références à tous ceux qui réfléchissent aux moyens de développer l'éducation en zone rurale et de contribuer plus efficacement au développement rural. Ils seront très largement diffusés au niveau international et enclencheront des processus de consultation avec les pays, au niveau régional et parfois national, et aussi avec la communauté des bailleurs de fonds, afin de faire en sorte que la dimension rurale soit véritablement prise en compte dans les politiques d'aide à l'éducation, mais aussi pour que l'éducation soit placée au cœur des stratégies de développement rural. ■

31

Pour plus d'informations

Coordonnées des auteurs

David Atchoarena travaille à l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP) de l'UNESCO
7-9 rue Eugène Delacroix - 75116 Paris - France
Mél : d.atchoarena@iiep.unesco.org

Lavinia Gasperini travaille au siège de la FAO
Viale delle Terme di Caracalla - 00100 Rome - Italie
Mél : lavinia.gasperini@fao.org

Les auteurs s'expriment ici à titre personnel et n'engagent en aucune manière l'UNESCO et la FAO